

RAPPORT ANNUEL

2005-2006



Mission accomplie, oui, mais de nouveaux défis nous attendent

Un bilan positif

Le 30^e anniversaire du CISO nous a donné l'occasion de faire le bilan des actions de notre organisation au cours de cette période et de réfléchir aux nouveaux défis que la mondialisation pose au mouvement syndical québécois en solidarité internationale.

Nous avons constaté qu'au cours des dernières années, particulièrement depuis le Sommet des peuples en avril 2001, la solidarité internationale est devenue une priorité pour l'ensemble de nos organisations syndicales membres. Des programmes de formation et d'information auprès des travailleurs et travailleuses ont été mis sur pied, des liens avec des organisations syndicales des pays du Sud ont été créés, on a participé activement à des événements à caractère international et multiplié les initiatives de toutes sortes pour informer les membres des syndicats et la population des conséquences de la mondialisation néo-libérale sur les conditions de travail et de vie des citoyens.

Le CISO a été sans contredit un partenaire important dans cette démarche. Au nom du conseil d'administration et du personnel du CISO je remercie tous ceux et celles qui au long de ces trente années ont contribué de leur argent, de leur temps et sur tout de leur dévouement à la promotion de la solidarité internationale.

Dans le cadre des activités du 30^e anniversaire, nous avons publié le *Répertoire des actions internationales des syndicats québécois*. Ce document unique, disponible au CISO, trace le portrait de l'ensemble des actions de solidarité internationale que nos organisations membres ont développées au cours des cinq dernières années. Nous remercions chaleureusement Marjorie Houle qui a travaillé plusieurs mois à la recherche et à la production de ce document.

Bienvenue à nos nouveaux membres
Un des objectifs du CISO a toujours été d'être une organisation représentative de

l'ensemble du mouvement syndical québécois. Avec la décision récente de la CSN de devenir membre à part entière de notre organisation, nous pouvons dire qu'en 2006, le CISO rejoint plus de 90 % des syndiqués au Québec. La CSN est, il faut le souligner, une des organisations qui, en 1975, a fondé le CISO. Le Syndicat des Métallos affilié à la FTQ est aussi devenu un de nos membres actifs.

Du nouveau personnel

Après plus de 15 années passées au service du CISO, Roger Saucier a décidé de prendre sa retraite. C'est une perte importante d'expertise pour notre organisation. Ses nombreux contacts tant ici au Québec que dans les pays du Sud faisait de Roger une référence incontournable. Merci Roger et bonne retraite ! Heureusement, le Québec ne manque pas de personnes intéressées aux questions internationales; il nous a donc été possible de recruter de nouvelles compétences. Merci à Atim Leôn et à Catherine Laflamme-Vaillancourt qui ont fait un court séjour aux Ateliers de misère et bienvenue à Anne Sarrasin et à Marie-Noëlle Roy qui auront la lourde responsabilité de répondre aux nouveaux défis auxquels le CISO devra faire face au cours de prochaines années.

Les projets de coopération

La quasi totale léthargie qui ralentit les activités de coopération de l'Agence canadienne de développement international a privé le CISO de projets importants de coopération avec des partenaires du Sud. Nous avons cependant réussi à décrocher deux projets un avec les travailleurs du pétrole en Algérie, et l'autre avec nos partenaires haïtiens. Ces projets sont en cours et nous continuons donc de nous investir en solidarité avec les travailleurs du Sud.

Les ateliers de misère

Le CISO a accepté il y a trois ans d'héberger la *Coalition québécoise contre les ateliers de misère*. Ce fut une excellente initiative. La problématique soulevée par les ateliers de misère intéresse les jeunes étudiants mais



aussi les jeunes travailleurs, un public que nous voulons rejoindre. C'est toute la question de la consommation responsable qui est soulevée.

Plusieurs dossiers ont été initiés au cours des derniers mois dont la campagne sur *Les vêtements de travail* avec les syndicats et celle appelée *Ne soyons pas complices* qui s'adresse particulièrement aux institutions publiques et fait appel à plusieurs groupes sociaux. Nous avons constaté que le dossier des ateliers de misère est porteur d'engagement, particulièrement chez les jeunes. Il permet autant à des groupes qu'à des individus de s'impliquer concrètement dans les enjeux de la solidarité internationale.

De nouveaux horizons

À l'assemblée générale de juin 2005, nous avons invité un représentant du Congrès du travail du Canada à venir nous parler des organisations syndicales asiatiques : la Chine, l'Inde, le Vietnam, les Philippines, ces pays qui font de plus en plus les manchettes dans nos médias. L'Asie fait maintenant partie de nos préoccupations et deviendra probablement une priorité du CISO. Inquiets, les travailleurs et travailleuses du Québec voient leurs emplois délocalisés vers cette région, ce qui questionne de plus en plus l'ensemble du mouvement syndical québécois.

Comment le CISO pourra-t-il contribuer à répondre à ce questionnement tout en ne négligeant pas ses partenaires traditionnels en Amérique latine et en Afrique? C'est le nouveau défi qui nous attend.

JEAN LAPOINTE

Le Conseil d'administration

Jean Lapointe, Métallos-FTQ	président Groupe A
Lise Mar tel, FIIQ	vice-présidente, Groupe A
Lucie Grandmont, SFPO	secrétaire, Groupe A
Alain Pélissier, CSQ	trésorier, Groupe A
Sylvie Bissonnette, FIIQ	Groupe A
Paul Castonguay, CSQ	Groupe B
Joseph Gargiso, SCEP-FTQ	Groupe A
Minerva Gutierrez, CCMM-CSN	Groupe B
Fred Jones Groupe B	FAC
Danielle Lavallée, Groupe A	CSQ
Jacques Létourneau Groupe A	CSN
Marie Marsolais, Syndicat de l'enseignement de la Pointe de l'Île	Groupe B
André Pelletier AREQ	Groupe B
Patrick Rondeau SEPB	Groupe B
Hugues Saint-Pierre FEC-CSQ	Groupe B
Michel Sawyer, SFPO	Groupe A
Marcelle Bourque Membre individuelle	Groupe D

Le Personnel

Micheline Jalbert, Catherine Vaillancourt-Laflamme,	coordonnatrice chargée de projets
Anne Sarrasin, Marie-Noëlle Roy, Marjorie Houle,	chargée de projets chargée de projets stagiaire

Le 30^e anniversaire du CISO



Un moment de retrouvaille pour plus d'une centaine de personnes qui ont participé aux activités du CISO au cours de ces trente dernières années. Avec des images, nous avons pu revoir les grands événements des colloques, séminaires et tournées ainsi que les fameux stages auxquels ont participé des milliers de québécois dans une dizaine de pays. Plusieurs sont venus témoigner à cette soirée ; merci à Clotilde Bertrand, Micheline Sicotte, Régine Laurent et Daniel Lachance qui nous ont accompagnés avec leurs anecdotes et merci aux présidents de syndicats qui ont bien voulu célébrer avec nous ces trente années de solidarité.

Un moment également de réflexion pour les prochaines années, de nouveaux défis que doivent relever tous ensemble les membres du CISO. Avec l'aide d'un document *Le syndicalisme québécois face à la mondialisation, se donner des outils collectifs*, nous nous sommes penchés sur les orientations des activités du CISO pour les années à venir. Des conférenciers sont venus nous présenter :

LA MONDIALISATION VUE PAR LES SYNDICATS DU SUD :

- Insa Ben Saïd, responsable de programmes au Centre de formation de l'Organisation internationale du travail (OIT), Italie, perspective d'Afrique.
- Hilda Sanchez Martinez, économiste mexicaine de l'Organisation interaméricaine des travailleurs, Argentine.

LA MONDIALISATION VUE PAR LE SYNDICALISME INTERNATIONAL :

- David Boys, responsable du secteur Eau / Énergie et Caisses de retraite à l'Internationale des services publics (ISP), France.

QUELLES SOLIDARITÉS AVEC LES TRAVAILLEURS CHINOIS ?

- Neil Kearney secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (FITTHC), Belgique.

Un moment propice pour réfléchir sur nos orientations et nos pratiques de coopération et de solidarité syndicales pour parvenir à une mondialisation solidaire plus respectueuse de la dignité humaine, des droits syndicaux et des libertés démocratiques.

Promotion des valeurs démocratiques et participation citoyenne dans douze communautés d'Haïti



Kettia Dodin, Muller Pierre-Louis, Ber thony Pierre-Louis, Marc-Ar thur Fils-Aimé de l'ICKL lors de leur séjour à Montréal dans le cadre d'un échange sur l'économie solidaire.

Le CISO est présent en Haïti depuis 1997. Nous avons réalisé de nombreuses activités avec notre partenaire l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL) :

- Le projet d'Accompagnement et formation juridiques, 1999-2000.
- Le projet d'Apprentissage des droits pour le développement des communautés de base en Haïti, 2001-2003.
- Quatre stades en développement : *Nous construisons Haïti main dans la main (1997)*, *On y arrivera, tu verras, si ensemble on se donne un projet (1998)*, *Elles portent les liens du changement (2000)*, *Un pays comme ça, nous n'en voulons pas (2001)*.
- La tournée de deux enseignants haïtiens au Québec, à l'automne 98.
- L'envoi de 2 stagiaires dans le cadre du Programme des stages de jeunes de l'ACDI.

Nous continuons donc à appuyer la population haïtienne dans un nouveau projet d'une durée de deux ans avec le support financier du Ministère des relations internationales du Québec (MRI) et de l'Agence canadienne du développement international (ACDI).

Le projet a comme objectif de contribuer à la promotion des valeurs démocratiques et d'encourager la participation de la responsabilité citoyenne pour une meilleure gestion des communautés au bénéfice de tous les habitants. Il consiste en de la formation, de la sensibilisation en matière de droits économiques, sociaux et culturels, de l'accompagnement technique en économie solidaire et de la formation de cadres d'organisations syndicales. Le projet a débuté en septembre 2005 et se terminera en août 2007. Plusieurs activités ont déjà débuté : la planification des formations, la distribution d'affiches et de textes de sensibilisation, la préparation de documents pédagogiques, des sessions de formation en droits humains, la formation de cadres syndicaux, etc. Une première étape qui est quand même bien entamée malgré la complexité de la situation du pays. La conjoncture électorale, liée à l'insécurité, a été le principal obstacle à la réalisation de certaines activités. Depuis le 7 février, à la suite de la tenue du premier tour des élections présidentielles et législatives, la situation d'insécurité connaît une certaine amélioration. Il faut donc espérer que le travail pourra se poursuivre dans un contexte favorable à la réalisation des activités du projet.

Formation syndicale en Algérie

Le projet s'échelonne sur deux ans, il a débuté en novembre 2004 et se terminera en novembre 2006. Sa réalisation est assurée grâce à la contribution de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP).

Il s'agit d'un projet de formation et d'acquisition d'expertises avec la fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC). Il a pour but de réaliser une adaptation du syndicat des hydrocarbures aux nouvelles réalités économiques et sociales induites par le processus de réformes en cours en Algérie.

Plusieurs activités ont déjà été réalisées :

- Une première mission en juin 2005 à Alger avec deux experts syndicaux en formation du SCEP et de la FTQ pour élaborer un guide de formation et un guide du participant.
- La production du guide de formateur avec le programme de la formation et tous les contenus.
- Une deuxième mission pour la formation de formateurs en décembre 2005.
- Une étude de faisabilité pour développer un système informatique et de documentation.
- La création d'un site WEB de la FNTPGC.
- La formation à la gestion syndicale de l'équipe dirigeante par leur venue à Montréal du 17 septembre au 2 octobre 2005.
- L'achat de documentation.

Les activités de formation sont actuellement en cours dans le pays.

Le projet se déroule dans un contexte de restructuration profonde de l'économie algérienne qui impose des changements au niveau des conceptions et des démarches chez tous les acteurs impliqués dans ce processus. Dans l'organisation syndicale algérienne, la préparation des militants pour affronter les défis du changement s'avère une nécessité. Cette préparation s'effectue à la faveur du climat de collaboration qui existe entre les syndicats canadiens et algériens.

Le Comité de formation du CISO

UN ÉTAT SOUS INFLUENCE

Le comité de formation avait cette année comme objectif la réalisation d'une nouvelle vidéo portant sur la *Walmartisation* de la société, ce qui est maintenant chose faite. La vidéo est dédiée à Marie-Josée Lemieux, tragiquement décédée peu après qu'elle ait mené la bataille pour la syndicalisation du Wal-Mart de Jonquière. Au-delà d'une simple dénonciation de la multinationale, cette vidéo cherche à démontrer les conséquences de l'implantation de telles entreprises au sein de notre société.

Rappelons tout d'abord que l'arrivée de ces géants au sein de communautés fait en sorte que bon nombre d'entreprises de la région sont acculées à la faillite menant à la perte de nombreux emplois. Or, force est de constater que les emplois créés lors de l'établissement d'un Wal-Mart, par exemple, sont de piètre qualité considérant les salaires et les conditions de travail qui y sont offerts. En effet, il y est de toute évidence presque impossible de s'y syndiquer, faisant en sorte que seules les lois d'ordre public, comme la *Loi sur les normes du travail*, puissent s'appliquer alors que les salaires offerts sont en-deçà du seuil de la pauvreté.

Ainsi, ces nouveaux emplois sont moins intéressants que ceux qui sont perdus et ce, à l'avantage des multinationales qui sont, par le fait même, directement responsables de l'appauvrissement économique et social de nos communautés alors que leurs profits atteignent des sommes astronomiques.

La vidéo nous amène également à constater comment les politiques gouvernementales, et ce, à l'échelle internationale, sont elles-mêmes complices de cet état de fait. En effet, nos gouvernements adhèrent à ce mouvement en mettant de l'avant des politiques qui menacent nos droits au travail, nos droits sociaux, économiques et même environnementaux alors qu'il est pourtant de leur devoir d'assurer cette protection.

Voici un portait bien noir. Comment alors y répondre? Comment nous responsabiliser face à ce fort courant qui tente de nous

déposséder collectivement? C'est ici que se mettent de l'avant de nouvelles avenues porteuses d'espoir.

Ainsi les thèmes de la consommation responsable ou encore des placements éthiques et de la nécessité d'implications réelles tant individuelles que collectives y sont développés. La vidéo *Un État sous influence* nous amène donc à réfléchir sur cette réalité mais aussi sur les solutions en faisant appel à notre devoir de citoyen.

La vidéo *Un État sous influence*, d'une durée d'environ trente (30) minutes, est disponible au bureau du CISO. Elle a été réalisée grâce à l'appui de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPO), de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), de l'Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec (AREQ), de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'enseignement et de la Fondation Léo-Cormier. Un grand merci à tous!

RÉPERTOIRE DES ACTIONS INTERNATIONALES DES SYNDICATS QUÉBÉCOIS 2000-2005

C'est à l'été 2005 que le CISO a finalisé son répertoire des actions internationales des syndicats québécois. Nous avons l'objectif de développer un outil de référence regroupant les activités des organisations syndicales concernant les enjeux liés à la mondialisation. En effet, le CISO a estimé qu'il était nécessaire de connaître les activités réalisées par les organisations syndicales en matière de solidarité internationale. Le répertoire couvre une période de cinq ans, soit de 2000 à 2005.

Les activités sont répertoriées dans sept catégories à caractère international soient les activités locales, d'aide humanitaire, de coopération internationale, de solidarité internationale, de participation à des coalitions altermondialistes, d'ONG et de réseaux, de représentations internationales et de responsabilités sociales des entreprises. Ce répertoire n'en est qu'à ses débuts et pourra sûrement connaître de nouvelles modifications. En effet, le CISO compte renouveler l'expérience. N'hésitez pas à nous contacter afin de vous procurer un exemplaire.

LA FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

La vidéo sera accompagnée d'une fiche pédagogique destinée à approfondir ces enjeux. En effet, le comité de formation considère important dans ses objectifs de sensibilisation et d'éducation, d'approfondir certains thèmes de grande actualité mentionnés dans la vidéo.

Outre la finalisation de la vidéo qui aura nécessité beaucoup d'énergie, des membres du comité se sont attelés pendant l'hiver à la production de cette fiche pédagogique d'accompagnement.

La vidéo et la fiche seront les outils de base à la mise sur pied de notre nouvelle formation sur la *Walmartisation* de notre société qui pourra avoir lieu dès la rentrée automnale.

LES MEMBRES DU COMITÉ DE FORMATION 2005-2006 :

Lyne Bergeron, Johanne Gagnon, SFPO, Sylvie Bissonnette, FIIQ, Esther Désilets, Isabelle Coulombe, FTQ, André Marcoux, AREQ, Robert Marois, CSQ, Hugues Rondeau, CCMM (CSN), Roger Saucier et Anne Sarrasin, CISO.



La Coalition québécoise contre les ateliers de misère



La Coalition québécoise contre les ateliers de misère a débuté cet hiver sa troisième année d'activités. Catherine Vaillancourt-Laflamme et depuis le mois d'avril 2006 Marie-Noëlle Roy ont coordonné les travaux de la Coalition.

Outre l'adhésion de deux nouveaux membres, la Coalition compte toujours sur le soutien et le travail de ses 17 membres fondateurs et de celui de quelques autres organisations qui se greffent ponctuellement à ses activités. En parallèle, l'année 2005-2006 a vu se mettre en branle une coalition d'universités québécoises qui oeuvre spécifiquement à l'adoption de politiques d'achats et d'investissements responsables. La Coalition québécoise travaille de près avec cette dernière.

L'UNION FAIT LA FORCE !

Le bilan de cette deuxième année est fort positif. La problématique des ateliers de misère est de plus en plus connue au Québec et le nombre d'organisations qui sollicitent l'expertise de la Coalition en vue de *nettoyer* leurs pratiques d'achats ne fait qu'augmenter.

Une bonne couverture médiatique est à souligner tout au long de l'année qui se termine. Rappelons, entre autres, la diffusion d'un documentaire percutant de l'émission *Zone Libre* de Radio Canada en décembre dernier lequel portait sur les pratiques non responsables du géant Wal-Mart au Québec et au Bangladesh et les nombreux articles et entrevues qui ont ensuite été diffusés.

CAMPAGNE SUR LES VÊTEMENTS DE TRAVAIL

La mobilisation autour de la campagne sur les vêtements de travail s'est poursuivie pendant toute l'année 2005-2006 et de nombreuses rencontres et séances d'information ont eu lieu dans différentes instances syndicales. Cette année, la campagne s'est étendue à plusieurs organisations syndicales et certaines ont adopté des résolutions de principe allant dans le sens proposé par la Coalition.

CAMPAGNE NE SOYONS PAS COMPLICES !

Le principe de base de cette campagne est que l'argent public ne peut servir à encourager des pratiques illégales et immorales et

en ce sens, la campagne fait la promotion de politiques d'achat éthique. L'année 2005-2006 a permis de mettre en place un matériel de campagne, lequel est distribué lors de rencontres jugées pertinentes. Les démarches amorcées en 2004 auprès de la ville de Québec ont été ralenties du fait des élections municipales de l'automne, mais la Coalition poursuit son travail et a en outre amorcé des démarches en vue de faire une percée dans la ville de Sherbrooke. La Coalition *Ottawa No Sweat* qui est en train de doter la capitale canadienne d'une telle politique a d'ailleurs invité la Coalition à partager son expérience dans le domaine. La division des approvisionnements du gouvernement du Québec a également été approchée afin de voir quelles sont les possibilités qu'il y ait adoption d'une politique d'achat éthique. Une présentation à la Commission scolaire de la ville de Montréal s'est soldée par le témoignage d'assurance que les commissaires scolaires adhéraient à la cause défendue par la Coalition.

Parallèlement, les étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal ont quant à eux réussi à faire adopter une politique d'achat éthique dans leur institution, mais les travaux ont été ralentis par un conflit de travail. Signe que les choses bougent au sein du mouvement étudiant, l'association étudiante de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal a décidé de voir à ce que leurs sarraus soient fabriqués dans des conditions éthiques et elle a établi un partenariat avec une entreprise d'insertion sociale – Les Petites Mains – laquelle leur fournit maintenant des vêtements éthiques.

CAMPAGNE SUR L'ÉTIQUETAGE DES VÊTEMENTS

La Coalition et ETAG (Ethical Trading Action Group) ont fait route commune cette année pour amener le gouvernement canadien à modifier sa Loi sur l'étiquetage. Une pétition de 13 000 signatures et une quantité importante d'étiquettes de vêtements ont été déposées au Parlement avec l'aide du Bloc québécois. Malheureusement, en juillet 2005, l'administration fédérale, par l'entremise de son ministre de l'Industrie, David Emerson, a refusé de modifier la Loi. ETAG et la Coalition se demandent maintenant quelle sera la meilleure stratégie à adopter pour insister auprès du gouvernement fédéral sur la nécessaire modification de cette loi.

CAMPAGNE L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT MISE À NU

À l'automne 2005, en s'associant au Maquila Solidarity Network (MSN), la Coalition a fait connaître les résultats d'une importante étude portant sur la transparence des vingt-cinq plus gros détaillants et marques de commerce présents sur le marché canadien. Cette campagne demande aux consommateurs et consommatrices d'envoyer des cartes de vœux vir tuelles aux détaillants répertoriés dans cette étude. The Toronto Star et La Presse ont fait bonne presse à la campagne. ETAG, MSN et la Coalition sont à évaluer les suites possibles à donner à ce rapport et ils discuteront de ce dossier de la transparence lors du Forum ETAG qui se tiendra à Toronto au mois de mai 2006.

Rapport financier

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

RÉSULTATS	2006	2005	BILAN	2006	2005
REVENUS			ACTIF		
Cotisation des membres	76 095	79 330	ACTIF À COURT TERME		
Subventions	41 790	48 851	Encaisse	119 251	92 397
Autres projets	192 455	140 458	Débiteurs	6 984	2 644
Fonds de solidarité (stage)	3 600	---			
Divers	8 987	7 344		126 235	95 041
Revenus d'administration	19 250	24 400			
	342 177	300 383	IMMOBILISATIONS	180	225
				126 415	95 266
DÉPENSES – ACTIVITÉS			PASSIF		
Autres projets	174 578	106 582	PASSIF À COURT TERME		
Sessions de formation	---	3 518	Créditeurs	2 000	4 137
Matériel pédagogique	---	3 352	Revenus reportés	86 508	---
Affichage et publicité	2 022	3 087	Revenus perçus d'avance	10 000	58 201
Abonnement et documentation	259	627		98 508	62 338
Personnes ressources	3 320	6 429			
	180 179	123 595	ACTIFS NETS		
DÉPENSES – FONCTIONNEMENT			Actifs investis en immobilisations	180	225
Salaires et avantages sociaux	136 515	140 992	Affectation d'origine interne	20 000	20 000
Loyer	15 000	15 000	Non affectés	7 727	12 703
Téléphone-Internet	3 972	4 001			
Dépenses de bureau	4 149	5 132		27 907	32 928
Frais déplacement et réunions	2 601	4 215		126 415	95 266
Frais financiers	1 268	1 126			
Affiliations	870	1 100	ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NEUFS		
Honoraires professionnels	1 908	2 000	ACTIFS NON AFFECTÉS		
Équipement	295	2 367	Solde au début	12 703	12 099
Dépenses diverses	396	251			
Amortissement du mobilier	45	56	Excédent des revenus sur les dépenses	(5 021)	548
	167 019	176 240	Insuffisance reliée aux actifs investis en immobilisations	45	56
Total des dépenses	347 198	299 835	Solde à la fin	7 727	12 073
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	(5 021)	548	ACTIFS NETS GREVÉS D'UNE AFFECTATION INTERNE		
			Solde au début et à la fin	20 000	20 000



La liste des membres du CISO 2005-2006

GROUPE A

- Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ)
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPO)

GROUPE B (57 MEMBRES)

- Alliance des professeures et professeurs de Montréal
- Alliance du personnel professionnel et technique de la santé
- Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec
- Conseil Central de Montréal métropolitain (CSN)
- Conseil Central des Syndicats Nationaux de l'Estrie
- Conseil du Travail FTQ Chibougameau-Chapais
- Conseil du Travail FTQ Saguenay-Lac-St-Jean
- Fédération autonome du Collégial (FAC)
- Fédération des enseignantes et enseignants de Cégep (FEC)
- Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE)
- Fédération des professionnelles et professionnels salariés et des cadres du Québec (CSN)
- Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE)
- Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS)
- Fédération du personnel du Loisir, de la Culture et du Communautaire (FPLCC)
- Syndicat de l'enseignement de Champlain
- Syndicat de l'enseignement de l'Amiante
- Syndicat de l'enseignement de l'Estrie
- Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal
- Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais
- Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue
- Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île
- Syndicat de l'enseignement de la région de Drummondville
- Syndicat de l'enseignement de la région de Laval
- Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis
- Syndicat de l'enseignement de la région de Québec
- Syndicat de l'enseignement de la région des Moulins
- Syndicat de l'enseignement de la région du Fer
- Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie-des-Mille-Îles
- Syndicat de l'enseignement des deux rives
- Syndicat de l'enseignement des Vieilles Forges
- Syndicat de l'enseignement du Bas-Richelieu
- Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage
- Syndicat de l'enseignement de Lanaudière
- Syndicat de l'enseignement de Val Maska
- Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec
- Syndicat des conseillères et conseillers de la CSQ
- Syndicat des employées et employés de Développement et Paix
- Syndicat de employées et employés de bureau (SEPB)
- Syndicat des employées et employés de syndicats et des organismes collectifs du Québec (SEESOCQ)
- Syndicat des enseignants du Cégep Champlain de Lennoxville
- Syndicat des enseignantes et enseignantes du Collège de Drummondville
- Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep Bois-de-Boulogne
- Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep de Matane
- Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep de Victoriaville
- Syndicat des infirmières et infirmiers de l'hôpital Notre-Dame
- Syndicat des infirmières et infirmiers de Valleyfield
- Syndicat des infirmières du Nord-Est québécois
- Syndicat des Métallos – FTQ
- Syndicat des professeurs du Cégep de Ste-Foy
- Syndicat des professeurs du Collège Édouard-Montpetit
- Syndicat des professeurs du collège Gérald-Godin
- Syndicat des professionnelles et professionnels des Affaires sociales du Québec
- Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec
- Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Région du Québec
- Syndicat du personnel de l'enseignement des Hautes-Rivières
- Syndicat du personnel enseignant du Cégep Ahuntsic
- Syndicat du personnel enseignant du Collège de Sherbrooke

GROUPE C

- Carrefour Jeunesse-Emploi de l'Outaouais
- Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun
- Fédération étudiante collégiale du Québec

GROUPE D

- 84 membres individuels